



CDEN du 5 septembre 2022

Déclaration préalable

Monsieur le Préfet,
Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Nos déclarations dites "fleuve" ne semblent manifestement pas intéresser grand monde puisqu'elles seraient la cause du départ anticipé de certains membres de cette instance. Nous nous en tiendrons donc aujourd'hui à une déclaration brève au sujet de la chute de l'Education Nationale et son effondrement. Une chute vertigineuse, un naufrage absolu de l'enseignement et de la société qui le porte.

L'amateurisme, l'improvisation permanente et la déréglementation sont devenus la règle. L'administration n'en est plus à une contradiction près. On prononce maintenant des fermetures de classe avant la tenue des instances. On presse les stagiaires à Bac +5 comme des citrons en leur demandant un travail titanesque, quand parallèlement on recrute à la va-vite des adultes contractuels parfois à Bac +2 (dont la profession n'est pas professeur), après des entretiens de 10 minutes et une pseudo formation éclair.

On fait semblant aujourd'hui de s'étonner d'une pénurie d'enseignants qui a pourtant été savamment orchestrée. Rappelons que le président Macron avait refusé en août 2020 de recruter 3000 nouveaux enseignants demandés par le Ministre Blanquer, estimant alors qu'« *ils ne serv[ai]ent pas à redresser le pays* ».

La crise du recrutement a été organisée pour accélérer la politique de recrutement de contractuels, aller au plus vite vers la fin des statuts nationaux des enseignants et aboutir à une généralisation des contrats de droit privé, recrutables localement et rémunérés par des managers locaux. La loi de transformation de la Fonction Publique est l'outil majeur de cette politique. La généralisation de l'expérimentation marseillaise en est un parfait exemple.

On annonce vouloir payer les débutants (en oubliant volontairement de parler des échelons suivants) à 2000 euros nets, quand parallèlement on recrute des contractuels au SMIC.

Tout cela ne fait pas sens. La vraie crise est celle du sens. Comment alors s'étonner de la désertification des candidats au métier d'enseignant ou d'AESH. Un métier d'enseignant qui rappelons-le est censé instruire et porter plus haut des êtres humains, les citoyens de demain ?

Fort heureusement le discours institutionnel se veut rassurant. "Tout va bien" est le leitmotiv généreusement déversé dans les médias.

On gère l'école comme une entreprise, on veut désormais l'évaluer alors qu'on la transforme en une vulgaire structure d'accueil. Quel sens cela a-t-il ?

FO dénonce tout ce discours faussement rassurant. Nous exigeons pour les enseignants un salaire, une formation et des conditions de travail corrects, nécessaires pour que les élèves puissent bénéficier des conditions d'apprentissage auxquelles ils ont droit.

Aucun grand débat démocratique façon "poudre aux yeux ou poudre de perlimpinpin" ne saurait redresser le navire. Seuls les moyens le permettront.

FO, droite dans ses bottes, continuera de rejeter inlassablement les politiques d'austérité, une Ecole au rabais, le saccage de l'Education Nationale.

Pour terminer, nous souhaitons rappeler à tous les membres du CDEN notre attachement à la réglementation et au respect des instances. Il n'est pas acceptable d'anticiper une fermeture de classe avant la tenue des instances de carte scolaire comme cela s'est fait à l'école de Grundviller où l'une des enseignantes a été écartée de son école dès la rentrée et placée dans une autre école dès le lendemain, sans ordre de mission ou lettre de service, alors que sa classe était encore ouverte.